



Assemblée générale

Distr. générale
29 septembre 2006
Français
Original : anglais

Soixante et unième session
Point 127 de l'ordre du jour
Rapport sur les activités du Bureau
des services de contrôle interne

Rapport du Bureau des services de contrôle interne

Première partie

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter à l'Assemblée générale pour examen ses observations sur la première partie du rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne (A/61/264 (Part I) et Add.1).

Résumé

Le rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne porte sur les activités menées par le Bureau du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006. La présente note, contient les observations du Secrétaire général sur divers points dont l'administration considère qu'ils exigent des éclaircissements.



I. Introduction

1. Les recommandations du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sont du plus grand intérêt et tout sera mis en œuvre pour appliquer pleinement celles qui s'adressent au Secrétaire général. Néanmoins, un certain nombre de points appellent des éclaircissements qui sont portés ci-après à l'attention des États Membres.

II. Observations portant sur certains paragraphes du rapport du Bureau des services de contrôle interne

Astreintes financières¹

2. En ce qui concerne les opérations de maintien de la paix, le nombre d'auditeurs est déterminé par un ratio approuvé par l'Assemblée générale. Tous les postes de ce type demandés par le Bureau ont été approuvés par l'Assemblée, de même que toutes les ressources demandées au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour les cycles budgétaires 2004/05 et 2005/06. En ce qui concerne le cycle budgétaire en cours, le Comité consultatif a décidé de ne pas se prononcer sur le compte d'appui avant d'avoir pris connaissance des résultats de l'analyse des besoins du Bureau et des propositions visant à le renforcer. En attendant, l'Assemblée a approuvé des ressources correspondant au maintien des moyens existants. Le tableau ci-après fait apparaître le montant des ressources mises à la disposition du Bureau pour l'exercice biennal en cours et les deux exercices précédents.

Budget du Bureau des services de contrôle interne

(En dollars des États-Unis)

<i>Exercice biennal</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extrabudgétaires (y compris le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix)</i>	<i>Total</i>
2002-2003	20 946 600	19 117 600	40 064 200
2004-2005	24 187 000	39 685 300	63 872 300
2006-2007	31 330 100	56 354 600	87 684 700

3. En ce qui concerne l'origine multiple des fonds, il est rappelé qu'à l'heure actuelle les dépenses de l'Organisation sont comptabilisées par source de financement. Tout écart par rapport à ce principe devrait être approuvé expressément par l'Assemblée générale. Celle-ci approuve les moyens nécessaires aux opérations de maintien de la paix en fonction de l'évolution des besoins opérationnels et détermine les quotes-parts de financement de ces opérations à l'aide d'un barème spécial. En fait, les activités du Bureau sont financées par plusieurs sources, exactement comme les autres activités d'appui, y compris celles du Département de la gestion.

¹ A/61/264 (Part I), par. 4 et 5.

Entraves aux travaux du BSCI²

4. Le Secrétaire général fait observer que certains événements ou facteurs échappant au contrôle du Secrétariat (évacuations, obligation de respecter en priorité le calendrier des élections, situation en matière de sécurité, etc.) empêchent parfois provisoirement le BSCI et les autres départements ou bureaux concernés (Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Département des opérations de maintien de la paix, Département de la gestion, etc.) de s'acquitter de leur tâche. Il ne faut en aucun cas voir dans ces entraves temporaires la marque d'un mépris des exigences fondamentales de transparence et d'indépendance du contrôle.

Plan-cadre d'équipement³

5. On notera que le Directeur exécutif chargé du Plan-cadre d'équipement a exposé au BSCI à plusieurs reprises les raisons qui ont conduit à utiliser le modèle du Ministère de la santé et de la protection sociale des États-Unis et qu'après des discussions détaillées à ce sujet avec le Bureau, celui-ci a reçu communication le 31 mai 2006 de la version approuvée par le Secrétaire général adjoint à la gestion.

6. Le BSCI déclare que le Bureau chargé du Plan-cadre d'équipement a appliqué la plupart de ses recommandations sous forme de modifications du contrat de services pour la phase d'études techniques. Il importe de préciser à ce sujet que les conseils reçus du consultant engagé expressément pour aider l'Organisation à négocier le contrat et à régler les questions connexes ont conduit, au terme de longues consultations et réunions entre les bureaux concernés, à conclure que certaines des recommandations du BSCI n'étaient pas adaptées à ce type particulier de contrat et n'étaient pas conformes aux intérêts de l'Organisation.

Équipe spéciale chargée des enquêtes relatives aux achats⁴

7. Le Département de la gestion a mis à la disposition du BSCI tous les moyens dont celui-ci pouvait avoir besoin (locaux, sécurité, matériel, communications et personnel d'appui), bien avant qu'il ait établi son budget. L'Assemblée générale est également informée qu'à la suite de la demande formulée par le Bureau le 29 décembre 2005, demande qui a été examinée d'urgence conformément à la procédure établie, des moyens ont été mis à sa disposition le 14 janvier 2006. À aucun moment la tâche de l'Équipe spéciale n'a été entravée par le manque de moyens ou l'insuffisance de l'appui apporté par le Département de la gestion.

Plan d'assurance maladie⁵

8. Le plan d'assurance maladie en question est autofinancé et autogéré. Comme il s'agit d'un programme autofinancé, il est nécessaire de constituer des réserves pour faire face, si nécessaire, à des demandes de remboursement particulièrement importantes. En outre, bien que la collecte des cotisations et le versement des remboursements soient effectués dans plusieurs pays et en plusieurs monnaies, le plan constitue un tout. Les remboursements et les cotisations étant gérés

² Ibid., par. 6 à 10.

³ Ibid., par. 50 et 51.

⁴ Ibid., par. 52.

⁵ Ibid., par. 70.

globalement, il est inutile de les équilibrer pays par pays. Différencier les taux de retenue sur traitement selon les pays n'est pas souhaitable car ce serait contraire à l'équité.

Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires⁶

9. En ce qui concerne les délais de déblocage des avances provenant du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, l'Assemblée générale est informée que l'opération a pris 45 jours une seule fois seulement, parce qu'il a fallu 37 jours pour obtenir du bureau demandeur les précisions exigées par les politiques et procédures en vigueur, sans lesquelles l'octroi de l'avance aurait pu être contesté par les auditeurs.

Économies⁷

10. Le BSCI chiffre à 49,2 millions de dollars le montant des économies identifiées et à 14,2 millions de dollars environ celui des économies réalisées et des sommes recouvrées. Sur ce montant, 8,9 millions de dollars résultent d'une modification des règles applicables aux stocks stratégiques pour déploiement rapide, la décision ayant été prise de ne plus comptabiliser comme dépenses des missions de maintien de la paix le coût des stocks de cette catégorie qui faisaient initialement partie des réserves de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). Le Secrétariat fait observer que ce changement de mode de comptabilisation ne constitue pas une économie pour l'Organisation. De même, dans le cas de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental et de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental, les 7,9 millions de dollars d'« économies recommandées » ne peuvent être réellement considérés comme des économies si les fonds ne sont pas débloqués et rendus aux États Membres.

11. Cette question des économies a fait l'objet d'intenses discussions au Secrétariat. Il n'est justifié de parler d'économies qu'à condition de pouvoir restituer aux États Membres des fonds provenant d'une réduction des coûts, du recouvrement de trop-perçus, de gains d'efficacité, de la rationalisation des activités ou de la simplification et de l'amélioration des méthodes de travail. Le Secrétaire général estime que l'emploi du terme doit être réservé aux cas où des crédits peuvent ainsi être remis à la disposition des États Membres.

12. La mention dans les rapports aux États Membres des économies mises en avant par le BSCI ne présente guère d'intérêt si l'on n'est pas en mesure de donner des détails sur leur mode d'évaluation et la source de financement ou le bureau concerné, ni d'inclure dans le rapports sur l'exécution du budget des précisions sur les opérations qui les ont générées.

13. Le Secrétaire général saurait gré au BSCI de donner dorénavant des informations plus détaillées sur les économies dont il fait état.

Mobilité⁸

14. Le programme de mobilité obligatoire entre en vigueur en mai 2007. Conscient que pour assurer son succès il importe de recenser les qualifications et les

⁶ Ibid., par. 75.

⁷ A/61/624 (Part I)/Add.1, par. 10 et 11.

⁸ Ibid., par. 17.

compétences du personnel, le Bureau de la gestion des ressources humaines s'attache actuellement à mettre en place des systèmes qui lui permettront de disposer de l'information dont il aura besoin au moment d'appliquer dans toute son ampleur la politique de mobilité.

Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies⁹

15. En ce qui concerne la révision du programme de travail de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies, le Secrétaire général, dans une lettre datée du 19 avril 2006, a invité le Conseil de sécurité à revoir le mandat qu'il avait défini dans sa résolution 1284 (1999). À ce jour, le Conseil n'a encore pris aucune décision.

⁹ Ibid., par. 24.